



**HAL**  
open science

**Fanny Coulomb (2017), Industries de la défense dans le monde, Collection Economie, PUG, Grenoble**

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Fanny Coulomb (2017), Industries de la défense dans le monde, Collection Economie, PUG, Grenoble. Paix et sécurité européenne et internationale, 2018, 8, 10.61953/psei.1032 . hal-01976617

**HAL Id: hal-01976617**

**<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-01976617v1>**

Submitted on 31 May 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Note de Jacques Fontanel

Jacques Fontanel

Professeur émérite à l'Université de Grenoble-Alpes, Cesice

### **Fanny Coulomb (2017), Industries de la défense dans le monde, Collection Economie, PUG, Grenoble.**

Fanny Coulomb, Maître de Conférences à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble est une spécialiste réputée de l'économie de la défense et de la sécurité internationale. Elle a produit de nombreuses publications, dont l'excellent ouvrage de référence, publié chez Routledge, sur l'histoire de la pensée économique de la paix et de la guerre : « Economic theories of peace and war ». Elle enseigne les relations internationales.

La production d'armement n'est pas le thème le plus parcouru de la pensée économique. Les grands auteurs ont souvent esquissé cette question, notamment parce qu'ils ont tous vécus ces instants où l'économie « normale », pacifiée, celle de leurs analyses de théorie pure, n'avait plus droit de cité. De List (avec sa volonté de protéger « les industries dans l'enfance », notamment celle des armes), en passant par Engels (avec l'annonce de l'émergence d'une guerre mondiale particulièrement meurtrière du fait de la puissance de l'industrie, conduisant à l'avènement du socialisme), puis de Keynes (qui souhaite lutter contre le socialisme soviétique et met en évidence l'augmentation de la demande effective par le recours aux dépenses d'armement) à Schumpeter (avec la célèbre notion de destruction productive), la production d'armement n'a pas obtenu de statut spécial dans l'analyse économique, même si elle a souvent été directement ou indirectement contrôlée par l'Etat et si elle est supposée offrir un service essentiel à toutes les autres activités économiques en dissuadant les tentations de prédation des pays voisins et en protégeant les échanges économiques et commerciaux internes et externes.

Le concept de « complexe militaro-industriel » exprime l'existence d'une « symbiose bureaucratique » qui prive les citoyens de toute initiative démocratique au profit du Pentagone et des firmes d'armement décideurs ultimes de toutes les stratégies de défense. Il a été énoncé par Eisenhower et dénoncé plus tard par J.K. Galbraith. Avec le développement des méthodes économétriques, les modèles de course aux armements ont cherché à évaluer le poids économique de la production d'armement et l'efficacité des retombées de la recherche-développement militaire sur l'économie nationale. Les études ont souvent produit des résultats contradictoires. Il est donc difficile de connaître l'influence des industries d'armement dans les économies nationales, car le service qu'elles rendent c'est d'assurer la défense d'un territoire, même si les attaques contre celui-ci n'étaient pas jugées très probables à court terme. Or, il est difficile a priori de savoir si les armes seront performantes pour maintenir une situation de paix même relative par la dissuasion, ou si, en cas de guerre, elles seront suffisamment puissantes pour conduire le pays à la victoire.

Durant tout le XXe siècle et au début du XXIe siècle, les industries de la défense ont connu plusieurs mutations importantes, qui ont singulièrement modifié les rapports de force et les comportements des Etats et des entreprises d'armement publiques ou privées concernées. Sur le long terme, elles ont toujours été contrôlées par les gouvernements, notamment parce que ceux-ci constituaient non seulement leur clientèle principale (parfois sous forme de monopsonne), mais aussi parce qu'elles appartenaient, tout ou partie, au secteur public central. Les deux grandes guerres mondiales furent meurtrières, et les industries d'armement des grandes puissances furent en position de créer des formes multiples, mais puissantes, de complexes militaro-industriels. La course aux armements entre les deux systèmes antagonistes (capitalisme de marché et socialisme soviétique) sous le contrôle des Etats-Unis et de l'URSS

a débouché sur la crise politique, stratégique et économique de cette dernière, avec son éclatement en plusieurs Etats. Dès 1990, les restructurations des industries d'armement annonçaient à la fois des difficultés de reconversion des productions d'armes « baroques », mais aussi une libération des énergies pour la production civile susceptible de relancer l'économie mondiale, notamment en faveur des pays en développement. Or, l'avènement du terrorisme mondial, les difficultés de reconversion du secteur militaire, les errements de la finance internationale et les conflits de pouvoir entre ou à l'intérieur des nouveaux Etats décolonisés ont conduit rapidement à un retour vers une demande accrue auprès des industries d'armement. Aux Etats-Unis, la privatisation de l'industrie de défense a été fort soutenue par les gouvernements successifs, en vue à la fois de favoriser l'ouverture du capital des firmes aux investisseurs privés, de bénéficier de la « dualité civile et militaire » des technologies et de la R&D, et de promouvoir l'externalisation avec la multiplication des relations de sous-traitance. Le caractère public des firmes d'armement a été remis en cause dans la plupart des pays européens et un grand mouvement de concentration des entreprises a alors été mis en marche. En revanche le processus de restructuration des industries de défense en Europe est encore loin d'être achevé, ce qui témoigne de l'insuffisante concertation entre les Etats sur la question cruciale de l'armement..

Au XXI<sup>e</sup> siècle, les menaces d'actions de force des Etats restent bien réelles, avec la permanence et la modernisation des puissances nucléaires, l'amélioration de la capacité d'action des armes conventionnelles, mais aussi, de manière plus diffuse, avec les nouveaux modes d'action « cybernétiques », le terrorisme national et international ou les violences économiques et religieuses. La question du secret reste bien présente dans le secteur de la défense et l'efficacité relative des armements (« the bang for a buck ») dépend aussi des choix de stratégies des gouvernements concernés, alliés ou ennemis potentiels. Cependant, la définition de la production de défense par les seuls armements est devenue moins opportune et moins fiable. La question des actions politiques des forces civiles (comme les ONG), pour développer des actions agressives contre des régimes politiques contestés ne nécessite guère le recours aux armes proprement dites. A côté des services traditionnels de défense, les services informatiques et de recherche-développement exercent des pressions stratégiques sur la défense militaire et économique des pays qui ne peuvent plus être négligées. Il n'en reste pas moins qu'en l'absence de bataillons, un pays reste particulièrement menacé dans sa liberté d'agir par la menace exprimée ou non de la force militaire des pays concurrents ou ennemis.

Les Etats-Unis disposent des firmes d'armement les plus puissantes au monde (Lockheed Martin, Boeing, Raytheon, Northrop Grumman ou General Electric), ce qui justifie mais explique aussi parfois l'importance de leurs dépenses militaires. A quelques exceptions près (BAE Systems, Airbus Group, Finmeccanica ou Thales), les firmes de l'Union européenne sont moins concurrentielles. Dans les autres pays, le rôle de l'Etat reste dominant et les entreprises sont faiblement diversifiées, même si l'industrie civile n'hésite pas à entrer dans un secteur militaire toujours novateur par excellence. Du fait de son monopole de la force publique, l'Etat a une influence considérable sur l'essor et le développement de l'industrie nationale de défense, notamment parce qu'il est, dans certains cas, en situation de monopsonne. Les contrats, en nombre relativement faible du fait de l'existence de plateformes, d'intégrateurs et de systémiers, sont généralement de montants financiers élevés, sur des périodes relativement longues. La demande des produits de l'armement dépend des budgets militaires et des exportations d'armes, lesquels sont contrôlés par l'Etat. L'évaluation du coût des programmes d'armement majeurs s'avère particulièrement difficile, car la production suppose de longues périodes de production, de la recherche-développement à l'investissement lui-même, en fonction du cycle de vie du produit, dans un secteur où les performances technologiques sont sans cesse améliorées et concurrencées. Les technologies de l'information et de la communication ont transformé la production militaire depuis deux ou

trois décennies. Les armements sont devenus de plus en plus onéreux, ce qui explique l'essor des compensations et de contrats de réciprocité, soit de production, soit d'achats liés, dans les contrats d'exportation des matériels. Cette situation constitue une entorse majeure au principe du libre-échange, ce qui est pourtant potentiellement admis comme une exception reconnue aux règles de la concurrence définies par l'Organisation Mondiale du Commerce.

Aujourd'hui, l'industrie d'armement est composée d'oligopoles puissants, de moins en moins nombreux, de plus en plus en situation de force sur leurs segments de marché. Les firmes entrent dans la compétition économique, mais elles s'engagent aussi dans des coopérations internationales pour faire face aux défis industriels de plus en plus onéreux et risqués. La production d'armes d'une firme ne peut se limiter aux choix de défense de son pays d'accueil, elle dépend aussi de la situation concurrentielle du commerce international des armements. Dans ce contexte, les acheteurs comme les producteurs s'engagent dans des procédures de négociations, de coopérations, de contrôles et de compétitions « tous azimuts ». L'industrie européenne de défense est aujourd'hui conduite à développer les coopérations internes entre ses membres pour faire face à la concurrence américaine, avec son cheval de Troie, l'OTAN. L'OCCAr se propose d'améliorer la coopération entre ses pays membres et en vue de développer des contrats européens, mais le principe du « juste retour » ne permet pas toujours les développements idoines les plus efficaces. La coopération industrielle européenne de l'armement a obtenu quelques succès et aussi des échecs, liés aux délais, aux spécifications des systèmes d'armes ou au partage des tâches entre les firmes du programme. Aujourd'hui encore, le drone militaire européen n'est toujours pas mis en service. Enfin, le protectionnisme américain en matière d'armements constitue un handicap certain pour les firmes européennes. De ce fait, les coopérations transatlantiques apparaissent plus faciles à mettre en place, mais au regard de la force des industries d'armement américaines, les firmes européennes sont en situation difficile pour négocier les tenants et aboutissants des accords. Les fonds d'investissement américains achètent les actions de certaines entreprises européennes de l'armement en vue de participer à leur gestion, ce qui constitue une certaine menace pour l'indépendance des forces militaires et des équipements européens.

Dans le monde la Russie, confrontée à des difficultés économiques récurrentes, maintient la qualité de son équipement militaire destiné à sa propre défense et à l'exportation. La Chine devient de plus en plus efficace, mais l'industrie nationale est encore dépendante de l'importation de technologies étrangères, elle est de plus en plus touchée par la bureaucratie des méthodes et par la corruption. Les pays émergents offrent des solutions nouvelles pour l'armement, mais leur poids reste encore négligeable au regard des ventes des grandes puissances. Enfin, à côté du contrôle démocratique et international des armements, se développe aussi un trafic d'armes illicite.

Le livre de Fanny Coulomb se veut pédagogique et il l'est, ce qui est une grande qualité pour tous ceux que la question intéresse. C'est pourquoi il faut en conseiller la lecture, car le sujet est ingrat, il fait l'objet de secrets d'information et il apporte un service dont on ne sait pas vraiment s'il le fournit, « in fine », autrement dit s'il dissuade suffisamment les autres de l'attaquer ou s'il donne une simple illusion de force qui réveille les sentiments prédateurs des pays qui cherchent à utiliser les rapports de force à leur profit. L'ouvrage fournit de nombreuses informations utiles pour tous ceux qui veulent comprendre l'importance des industries d'armement et leurs zones de compétition. On pourra cependant regretter la faible importance accordée au secteur de l'armement nucléaire, dont le poids sur l'industrie d'armement française est si important à la fois dans la définition et la mise en œuvre de la stratégie de sécurité nationale et dans la part de financement de la R&D militaire et civile qui lui est consacrée depuis plusieurs décennies.

C'est un ouvrage dont il faut conseiller la lecture à tous les citoyens, à tous ceux qui veulent comprendre l'apport des industries d'armement dans la gestion des conflits ou des alliances, dans les situations de paix ou de guerre, et plus généralement dans les rapports de force entre et à l'intérieur des Etats.